

Marxistes et Communistes dans mai-juin 1968, après et demain...

Paul Boccara

L'Huma est mon témoin. J'ai fêté le 13 mai 68 (et la page de l'Humanité du 16 mai 1968 à laquelle j'avais participé) par une interview le 13 mai 2008 sur la crise financière.

Même sous d'autres formes, nous continuons le combat !

Mais pour cela, efforçons-nous de ne pas tomber dans les présentations unilatérales de 68, qui dominent encore partout, y compris dans le numéro hors série de l'Huma, en considérant ses différentes facettes réelles. À défaut d'une telle analyse, je me limite ici à quelques éléments négligés et même censurés aujourd'hui, des interventions des marxistes et communistes du PCF, dans la théorie comme dans les luttes, pendant, mais aussi avant et après ces mai et juin.

QUELQUES MOTS SUR « AVANT ».

Sur le plan des idées.

Le 15 novembre 1967, à la Mutualité dans la VI^{ème} semaine de la pensée marxiste, je pouvais indiquer le début de la crise du capitalisme monopoliste d'État (CME) et la fin de la phase ascendante d'après-guerre du cycle long dit Kondratieff, avec les dévaluations en chaîne après la livre sterling et le chômage nouveau.

Cela renvoie à la Conférence internationale de Choisy-le-Roi de mai 1966, sur une théorie du CME, où je déclarais que Lénine n'avait pas donné son explication théorique. Cette conférence renvoie encore à l'énorme choc de 1956, du XX^{ème} Congrès et du rapport dit secret de Khrouchtchev contre Staline, notamment chez les étudiants communistes, dont j'étais. D'où mon retour à Marx lui-même inachevé, interrompu, à l'opposé du dogme marxiste-léniniste, dans mes articles dans *Economie et Politique* en 1961 sur *Le Capital*, jusqu'à la rupture de son recentrage sur la théorie de la suraccumulation. Cela renvoie également à la journée des philosophes communistes du 23 janvier 1966, où j'interviens pour critiquer d'abord Althusser ensuite Garaudy, soutenu par Michel Simon. Les articles de 1961 et cette intervention seront repris dans *Sur la mise en mouvement du « Capital »* de 1978.

Tout cela percute le coeur critique de 68 : contre toutes les autorités, et pour l'historicité ouverte tout de suite. C'est en effet la charge anti-étatiste de la théorie du C M. E. et de sa crise (même si elle n'est pas bien comprise), y compris la domination de l'État gaulliste sur toutes les institutions. C'est aussi l'historicité fondamentale du marxisme et du capitalisme, ouverts immédiatement aux transformations profondes. Dans mon interview de *L'Humanité* du 22 mars 1968, à partir de la crise ouverte du capitalisme monopoliste d'État (confirmée par le double marché de l'or en dollars en mars) et de la civilisation. Je peux noter : « le coeur de la révolution technique qui

commence est l'automation [...] il est possible que les hommes soient, dans leur masse, progressivement évincés de la partie proprement matérielle de la production ... en allant de plus en plus vers des activités de type intellectuel... C'est un processus long... Mais il permettra l'épanouissement d'une société où la science deviendra sans doute l'activité dominante. ... »

Cependant, j'avais voulu y souligner la montée probable de formidables luttes sociales nouvelles, mais je suis coupé sur ce point car on trouve que je m'avance trop.

Sur le plan social et politique

Déjà à la conception de Guy Mollet, rallié au gouvernement de De Gaulle en 1958, considérant sur les nationalisations comme éléments de socialisme, s'oppose la théorie du CME, selon laquelle, tout en permettant une progression matérielle et sociale, elles favorisent le renouvellement de la domination des monopoles capitalistes.

Mais la SFIO rompt avec la droite, en 1962. C'est alors le premier rapprochement avec le PCF sous le mot d'ordre : « marchons côte à côte et frappons ensemble ».

En juin 1967, c'est la création d'un groupe de travail entre le PCF et la FGDS pour dégager des convergences, vers un programme commun de gouvernement.

Cependant, à la jonction de ce rapprochement et de la théorie, c'est notre bataille pour l'extension des nationalisations jusqu'à un seuil critique et leur gestion démocratique par les salariés. Et c'est l'insistance de la théorie marxiste nouvelle sur la majorité salariale à l'opposé, pour moi et d'autres, à la fois, de la réduction au rôle de la classe ouvrière sous-estimant l'importance des autres salariés, ou encore à un magma salarial indifférencié, où pourraient dominer les salariés les plus intégrables au système. Cette question va exploser en 68, à partir de la relation étudiants/classe ouvrière.

Et pourtant, à l'opposé de tout ce qui vient d'être rappelé, dans le numéro hors-série spécial mai 68 de *L'Huma* de

2008, et sa partie sur « le débat intellectuel », de la table ronde, avec notamment Roger Martelli, aux articles sur les idées dans le mouvement sur huit théoriciens, ou à l'article de Magali Jauffret, c'est le silence complet sur la théorie marxiste du capitalisme monopoliste d'État et de sa crise, laquelle a pourtant marqué si fort le PCF dès 1966, et ses interventions en 68, pour un gouvernement d'union populaire. Dans ce numéro, de 2008 comme dans le consensus médiatique, est symptomatique l'insistance sur Althusser, absent en 68 et dont le « structuralisme » de la « reproduction » s'oppose directement à l'historicité du CME et de sa crise systémique. Althusser le confirmera en 1978 dans « *Ce qui ne peut plus durer dans le parti communiste* » pourtant cité dans *l'huma spéciale*. Dans la partie III. « L'idéologie », à propos de la « théorie marxiste » dans le PCF, en revenant plusieurs fois à la charge, il ne parle, que de « la théorie » dite du CME, version française (adornée de considérations boccardiennes sur la suraccumulation – dévalorisation du capital) de la théorie soviétique... fabriquée sur l'ordre de notre direction » ! (*Le Monde* 27/04/78)

QUELQUES MOTS SUR « PENDANT » : quatre jonctions contradictoires

Il s'agit d'évoquer quelques articulations, mises en avant dans le bouillonnement du mouvement.

Première jonction : université/nationalisations/gestions démocratiques

Lundi 13 mai, dans la soirée, je fais le tour des amphis de la Sorbonne. J'interviens chaque fois avec à peu près le même discours, plus facile à faire applaudir au début, qui commence par « Université critique », en passant par sa gestion démocratique, et qui termine par le besoin de « nationalisations » des groupes monopolistes et leur gestion démocratique.

Dans *L'Humanité* du 16 mai, comme attaché de recherche au CNRS, intervenant dans les amphis des facultés, je participe à une page, intitulée « Transformer l'université, comment ? Des universitaires communistes, étudiants et enseignants donnent leur avis »

J'y déclare : « *Ce qui est en cause au fond c'est le régime... Nous devons montrer que nous sommes, nous, fondamentalement contre l'État bourgeois représenté actuellement par le pouvoir gaulliste... Il s'agit pour les étudiants et les enseignants de tenir constamment et de façon créatrice sous leur contrôle tous les aspects de l'université... la participation à la gestion... le contenu idéologique de classe de l'enseignement... avec le renouvellement de l'ensemble de la société... Le problème des crédits... lié... à la structure économique et sociale, à la domination des monopoles capitalistes... posant le problème de la nationalisation... Des transformations... de révolution technologique engendrent une véritable crise des structures du capitalisme... une nouvelle phase de difficultés du capitalisme monopoliste d'État.* »

L'insistance sur cette jonction s'oppose aussi bien, à l'insistance unilatérale sur l'économie qu'à sa négligence. Je vais parler d'« économicisme » pour marquer l'excès, au lieu de stigmatiser « l'économisme » comme Althusser auquel je reprochais d'ailleurs en 1966 de ne pas voir « l'aliénation » à côté de « l'exploitation » strictement économique, dans *Le Capital* de Marx.

D'ailleurs, parmi les interventions communistes en mai 68, il faut prendre en compte la diffusion massive du numéro spécial *d'Economie et Politique*, intitulé **Marx 68**, daté de

mars-avril. Rédigé pour le 150^{ème} anniversaire de la naissance de Marx en mai 1818, il insistait notamment sur l'ouverture du « *Capital* » de Marx inachevé, la théorie de la suraccumulation et celle du CME, l'appel aux nationalisations pour une autre démocratie.

Deuxième jonction : étudiants/ouvriers/salariés

De la jonction étudiants/ouvriers on passe au rapprochement des différentes couches de salariés. Dans *L'Humanité* du 16 mai 1968, je peux dire « *il faut voir comment on applaudit à la Sorbonne la jonction entre les luttes ouvrières et les luttes étudiantes... Le refus des étudiants de s'inscrire dans le système est fondamentalement sain... En insistant... sur le rôle prépondérant de la classe ouvrière, il ne s'agit pas du tout de contester l'importance de l'initiative des étudiants qui est indéniable et irremplaçable dans leur milieu.* »

« *La majorité des étudiants... sont issus de catégories de salariés, des cadres et des techniciens, des salariés non ouvriers, mais qui ont une communauté de sort avec les ouvriers et qui sont, eux aussi, dépourvus des moyens de production. En tant que futurs salariés, de nombreux étudiants sentent qu'ils participent à l'aliénation fondamentale liée à l'exploitation capitaliste qui se généralise.* »

Troisième jonction : communistes/autres courants révolutionnaires/jeunesse et femmes

Dans *L'Humanité* du 16 mai 1968, je peux dire : « *il faut insister sur le climat de fraternité... de générosité... Tout en allant dans le sens d'une aspiration révolutionnaire profonde généreuse, il faut veiller au risque de voir le mouvement dévier au profit de la bourgeoisie... quand Cohn-Bendit nous injurie, c'est la récupération par l'idéologie bourgeoise... céder à l'anticommunisme c'est être « récupéré » par la société bourgeoise.* »

Cette dernière phrase très simple, depuis « céder », terminée par « récupéré par la bourgeoisie » va être inscrite sur bien des murs. Elle plait, car ce vocabulaire nouveau et suggestif de « récupérer » n'était pas alors le nôtre. Henri Fizbin, un dirigeant de la fédération de Paris du PCF, me dira, à son propos, que s'il y avait des droits d'auteur sur les mots d'ordre des murs je serais millionnaire.

Mais aussi, avec le même Henri Fizbin, je vais animer un grand débat en direction des chercheurs où nous allons nous appuyer, pour nous démarquer de l'article du 3 mai de Georges Marchais, seul cité aujourd'hui, sur l'article du 15 mai autrement argumenté, reliant « production, recherche, enseignement », d'un autre membre du bureau politique, Roger Garaudy, malgré mes divergences. À propos du mouvement des étudiants, il déclarait « *nous accueillons avec joie cette levée humaine... Il y a... convergence des aspirations des étudiants et de la volonté ouvrière.* »

Sur la diversité des communistes par rapport aux courants révolutionnaires, notons que membre du Comité d'action central du CNRS, et animateur communiste, je me concertais régulièrement avec le communiste dirigeant le SNTRS – CGT (techniciens...) et le ou la communiste dirigeant le SNCS – FEN, (chercheurs). Et en arbitrant souvent entre eux, je m'amusais à dire que la CGT a raison à 75 % mais le SNCS à 25 %. Et quand Cohn-Bendit est expulsé, j'arrache d'un dirigeant national du PCF l'autorisation d'aller avec d'autres communistes à la manifestation pour le soutenir.

Nous sommes aussi plusieurs à admirer ces femmes dirigeantes de la lutte dans leur entreprise ou leur lycée et à

soutenir la montée difficile des revendications féministes. C'est d'ailleurs dans la suite de 68 et au nom de l'aliénation des femmes, que j'interviendrai pour ma part pour obtenir de changer les statuts du PCF pour mettre à côté de l'émancipation de « l'exploitation » celle des « dominations ».

Quatrième jonction : salaire/inflation/ interventions des travailleurs dans la gestion des entreprises/gouvernement populaire et d'union démocratique.

Dans *l'Huma* du 13 juin 68, après les négociations de Grenelle et l'augmentation du SMIG, est publiée une page sur la hausse des prix et l'inflation contre la hausse des salaires. J'y évoque, pour ma part, la politique possible des prix, fiscale, de contrôle des changes, contre la spéculation et l'évasion des capitaux d'un gouvernement populaire et d'union démocratique. Mais j'y souligne aussi, outre les réformes de structure des nationalisations industrielles et du crédit, la démocratisation de la gestion dans toutes les entreprises pour les interventions des travailleurs.

Plus largement, va monter à l'issue de l'énorme mouvement de mai-juin, et en dépit du reflux aux élections, l'exigence du PCF d'un programme commun de gouvernement avec ce qui va devenir le PS, qui va être signé en 1972, ainsi que de son contenu antimonopoliste, des nationalisations et de leur gestion démocratique. Et, en même temps, montent ses ambivalences fondamentales contradictoires : d'un côté, la récupération dominatrice possible du mouvement critique radical par une social-démocratie de conciliation avec le système, pour son ravalement. Mais d'un autre côté, tandis que nous étions, au PCF, obsédés en 1968, par le risque de dérive violente avec l'« aventurisme », c'est également l'avancée du débouché pacifique de la revendication de changer la société par des transformations démocratiques radicales, avec le maintien de cette visée jusqu'à nos jours. Cela, à l'opposé de la montée du terrorisme gauchiste, comme en Italie, utilisé pour discréditer le projet révolutionnaire. Et c'est aussi, à la fois, la récupération des aspirations à changer la vie par la délégation représentative et la montée, après notamment l'occupation des usines, des exigences de gestion des entreprises par les travailleurs, de démocratie directe, de participation et d'intervention.

QUELQUES MOTS SUR APRÈS ET DEMAIN

Je retiens quatre enjeux fondamentaux.

Premier enjeu : un programme commun pour « changer la vie », avec nationalisations et interventions des travailleurs dans les gestions des entreprises.

Notre exigence pour un programme commun avec le Parti Socialiste va être, favorisée par la reprise des poussées ambivalentes de mai-juin 68. En effet, après l'échec socialiste aux élections présidentielles de 69, Mitterrand va reprendre le discours anticapitaliste de 68, avec le CERES, et avec le congrès d'Épinay du PS en 1971, mais pour tourner de gauche le PCF afin de le dominer, y compris par sa récupération à la fois du thème du CME et de celui de l'autogestion.

D'un côté, c'est, pour citer Hugues Portelli, dans *Le socialisme français tel qu'il est de 1980*, pour le PS, « la reprise de fait de la théorie du capitalisme monopoliste d'État, de la stratégie d'alliance anti-monopoliste. Cette référence se double, sur le plan culturel, d'une dépendance par rapport à la production « marxiste » du PCF » (ouvrage cité, p. 153).

Mais d'un autre côté, ce qui est bien moins connu, c'est la déformation « structuraliste » de la théorie du CME, y compris dans le PCF. D'ailleurs, dans le Traité sur le CME, publié aux Editions sociales en 1971 qui m'a été largement attribué, ma contribution est censurée sur la longue phase de crise de cycle long, tendant à s'opposer en fait à une pleine solution immédiate, et comme on le voit page 6, je suis exclu de la rédaction finale.

Mais, à l'opposé de simples changements de « structures » avec les nationalisations ou l'État dit démocratique, élu au comité central en 1972, je vais y insister sur le rôle décisif d'une « nouvelle logique de la croissance » et des interventions des travailleurs dans les gestions, bien plus importantes que le simple nombre d'établissements nationalisés, comme en 1977, avec une autre culture. Et cela, jusqu'à élaborer de nouveaux critères de gestion d'efficacité sociale des entreprises à partir de 1978. A la différence de la seule gestion démocratique, nous allons enfin reprendre le thème de l'autogestion en 1980.

Je vais tenter de poursuivre la bataille sur les interventions dans les gestions, avec de nouveaux critères, avec l'AEIMG (« Association des experts et intervenants militant dans les gestions »), freinée sinon sabotée dans le PCF, puis l'autonome « Association pour l'autoformation à une culture de gestion nouvelle (A.C.G. N.) » et ses stages d'entreprise avec des syndicalistes, qui finira néanmoins par s'enliser tout en laissant des germes féconds.

Deuxième enjeu : le rapprochement de toutes les catégories de salariés

Cette question décisive de 68 est reprise en 1969, tout particulièrement par l'opposition entre Marchais, qui insiste essentiellement sur la classe ouvrière, et Garaudy qui parle d'un bloc historique sans considérer l'importance extrême de la différenciation dans le rapprochement de tous les salariés. Pour ma part je m'oppose aux deux, comme s'y oppose aussi à sa façon, le secrétaire général du PCF, Waldeck Rochet, qui parle dans ce sens de la lutte sur les deux fronts et dont l'intervention (sans parler de la mienne) à la conférence fédérale de Paris fin 69 est censurée sur ce point dans *l'Huma*, car Georges Marchais domine déjà.

Alors que Mitterrand va récupérer mon insistance sur « la majorité salariale » (où je distinguais néanmoins les contradictions à dépasser, en tenant compte de la différenciation) pour en fait mettre en avant les couches supérieures pour ainsi dire et tout en nous passant ainsi devant au plan électoral, j'interviens encore au Comité Central en 1978 (en me démarquant de Fizbin) sur notre négligence concernant les couches les plus qualifiées, en analysant le recensement de 75 et en étant méchamment accroché.

Notons encore, après que dans mai 68 ait été mise en avant l'ouverture possible de l'université à tous les salariés, la loi de 1971 sur la formation continue qui en est la suite directe. Elle va conduire, par la suite, jusqu'à ma proposition d'une sécurité d'emploi ou de formation, pour commencer à dépasser le salariat lui-même

Troisième enjeu : anthroponomie et civilisation de toute l'humanité

L'insistance de 68 sur les dominations non économiques, en relation, mais dans les deux sens, avec les dominations économiques, va contribuer à mon travail fondamental de redécouverte des suggestions de Marx – bien au-delà de

la vulgate marxiste de réduction aux « superstructures » et à la structure économique – du double conditionnement des sociétés humaines et de leur histoire, par la production des moyens d'existence et par la production des hommes eux-mêmes. Cela concerne mes développements depuis 1975 environ – principalement non publiés – sur l'anthroponomie (cf. *la Pensée*, juillet – septembre 1995). L'économie de la reproduction matérielle sociale, comme celle du capitalisme, se combine à l'anthroponomie de la régénération humaine sociale (du parental à la culture), comme celle du libéralisme, pour former dans un cadre historique et géographique une civilisation, comme la civilisation dite occidentale contemporaine. Cependant, l'aspect émancipateur de la poussée des individus et des libertés en 68, au plan international, va être, dans une certaine mesure, récupérée sous la forme aliénée de l'exacerbation du libéralisme, même si celle-ci a évidemment d'autres déterminations.

Le problème crucial d'aujourd'hui et de demain serait précisément, face à l'hégémonie des États-Unis et l'exacerbation mondialisée du capitalisme et du libéralisme, celui de « dépasser » leurs libertés aliénées par les monopoles sociaux par la construction d'une autre civilisation de toute l'humanité.

Cela renvoie aux trois bases sociales de domination : de tous les salariés, de genre (femmes) et de générations, des immigrés ainsi que de tous les peuples et aires culturelles de l'humanité.

Quatrième enjeu : une socialisation révolutionnaire des services publics, jusqu'à des services et biens publics communs de l'humanité

Mes analyses de 1968 sur la révolution de l'automatisation, vont se prolonger jusqu'à ma théorie de la révolution informationnelle de 1983 et de ses exigences de partage mondialisé des informations (comme celles de la recherche), mais d'abord récupérées par les monopoles multinationaux et la privatisation.

L'analyse de 68 sur l'accélération de l'inflation, ainsi que sur le double marché (privé et public) de l'or en dollars, va déboucher sur celle de la révolution monétaire du décrochement de la monnaie par rapport à l'or, d'abord pour l'hégémonie du dollar, en attendant une véritable monnaie commune mondiale.

C'est aussi la révolution écologique, non seulement des pollutions et de l'effet de serre, ou des épuisements des ressources traditionnelles, mais encore des domaines nouveaux (l'espace, les océans, le biologique).

Et au plan anthroponomique, ce sont la révolution démographique (de la réduction de la natalité et de l'augmentation de la longévité) la révolution parentale (de l'émancipation des femmes et des parentés recomposées), la révolution migratoire (du retournement du Sud vers le Nord et des métissages).

Face à tous ces défis et à l'exacerbation mondialisée du capitalisme et du libéralisme, remonte l'exigence de 68 d'une autre civilisation, avec une tout autre force qu'au début de la longue phase de difficultés de la crise systémique. Cette dernière a mûri et, malgré son allongement indéfini, nous serions entrés dans la première décennie 2000, dans une phase terminale possible, à l'opposé des conditions internationales de 1981, qui étaient contraires aux transformations d'un début de dépassement du capitalisme.

Bien plus, les transformations révolutionnaires possibles, au sujet desquelles travaillent les « taupes » de la pratique et de la théorie, répondraient plus directement que jamais aux aspirations de 68. Ce sont celles des pouvoirs partagés, contre tous les « mandarins », et de l'imagination, depuis les aspirations des étudiants pour une université critique. Et cela concernerait une socialisation radicale des services publics, à partir des usagers, avec leurs pouvoirs de coopération créative avec toutes les catégories de personnel, en liaison avec leurs associations et leurs formations. Ce serait par exemple, la participation créatrice des malades à leur propre traitement, au lieu d'être traités comme des objets, et en liaison avec leur vie hors des services publics. Une telle construction du local au mondial, irait jusqu'à des services et biens communs publics de l'humanité : pour l'alimentation, l'eau et l'écologie, la santé et la culture, les communications, l'énergie et les transports, la monnaie et le crédit, la paix, etc.. À l'opposé du fétichisme de la propriété des moyens de production, on aurait un renversement, partant des buts de la vie maîtrisée, des règles et des pouvoirs, jusqu'aux financements et à la mise en cause de l'appropriation des moyens par les **multinationales**, pour une appropriation sociale.

La radicalité pacifique de ces transformations concernerait l'éradication graduelle des monopoles sociaux et des rejets du chômage, des pollutions, des insuffisances de formation, pour les activités créatrices, avec des rotations d'activité et des rôles pour une civilisation de création de chacune et chacun, d'intercréativité. ■



**La lettre du RAPSE est disponible sur le site d'Économie & Politique :
www.economie-politique.org**

Pour la recevoir régulièrement, contact : sbauer@pcf.fr